

## REPUBLIQUE FRANCAISE

Ville de *TOURVES***DOSSIER : N° PC 083 140 25 00024**Déposé le : **12/08/2025**

Dépôt affiché le :

Complété le : 02/12/2025

Demandeur : **Madame Canolle Claire**Nature des travaux : **restauration, surélévation et extension comprenant un garage, d'une habitation ancienne, et portail**

Surfaces projetées :

- **Surface de plancher : 52m²**- **Emprise au sol : 89m²**Sur un terrain sis à : **Les Vallons d'Arnaud à****TOURVES (83170)**Référence(s) cadastrale(s) : **C 504, C 505, C 506, C 507, C 508, C 509, C 525, C 526, C 527, C 528, C 529, C 532 (36 547m²)**Destination : **HABITATION****REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE**  
**Prononcé par le Maire au nom de la commune****Le Maire de la commune de TOURVES,**

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) du Var, approuvé par arrêté préfectoral n° 2017/01-004 du 8 février 2017,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24/02/2022, mise à jour le 13/02/2023, son abrogation partielle approuvée le 28/01/2025 et la modification simplifiée n°1 approuvée le 08/07/2025, et la situation du projet en zone N,

VU la situation du terrain dans une zone susceptible d'être soumise à autorisation de défrichement,  
VU la situation du terrain dans une zone soumise à un aléa moyen au risque de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de « retrait/gonflement » des argiles,

VU la situation du terrain dans une zone soumise à un aléa très fort au risque de feu de forêt,

VU la délibération n°2025-75 du Conseil Administratif de la Régie des eaux de la Provence verte (REPV), en date du 22/12/2025, portant sur l'évolution des montants de la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) applicables sur le territoire d'intervention de la REPV,

VU la délibération du Conseil Municipal n°065/2017 en date du 21/09/2017, instituant la taxe d'aménagement au taux de 5% sur l'ensemble du territoire communal,

VU la demande de Permis de construire présentée le 12/08/2025 par Madame Canolle Claire,



VU l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, pour la partie existante, en date du 01/12/2025

VU l'attestation du respect de la réglementation environnementale RE2020, pour la partie nouvelle, en date du 01/12/2025

VU la conformité du projet d'installation d'Assainissement Non Collectif, en date du 04/06/2025

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM//SAF/MD/2025-053, du 07 mai 2025, portant autorisation de défrichement de 798m<sup>2</sup> hors EBC du terrain cadastré C506 à 508, 526 à 528, 532 et 504

VU le plan et la matrice du cadastre napoléonien (années 1838-1914) sur lesquels apparaissent une construction et la dénomination « sol de maison » d'une contenance de 88m<sup>2</sup>

VU l'avis de Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Var, en date du 17/12/2025,

CONSIDERANT la situation du projet dans une zone soumise à un aléa très fort au risque de feu de forêt  
CONSIDERANT que le projet consiste à réaffecter en habitation, une construction existante et ainsi ajouter un enjeu de vulnérabilité humaine face à cet aléa et donc aggraver le risque

CONSIDERANT que conformément au RDDECI, les besoins en eau de ce projet sont de 60m<sup>3</sup>/h pendant deux heures à une distance maximale de 200 mètres. Distance à mesurer entre le point d'eau et l'entrée principale des constructions, à partir de voies praticables par les sapeurs-pompiers

CONSIDERANT qu'en absence de poteau incendie, le projet prévoit l'implantation d'une cuve incendie privée de 120m<sup>3</sup>

CONSIDERANT que le chemin d'accès est une voie limitée à 10 tonnes qui possède un ouvrage de génie civil (pont). Ces éléments sont rédhibitoires pour la circulation pour la circulation des engins de lutte contre l'incendie. La propriété est donc considérée comme inaccessible et le projet non défendable.

CONSIDERANT l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme qui précise que : "*Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.*"

## ARRÊTE

### Article 1

Le présent Permis de construire fait l'objet d'un **REFUS** pour les motifs mentionnés à l'article 2. **VOUS NE POUVEZ PAS REALISER VOS TRAVAUX.**

### Article 2 :

Le projet est de nature à porter atteinte à la sécurité publique.

TOURVES, le 22 Janvier 2026

Le Maire,  
Jean-Michel CONSTANS



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**« Délais et voies de recours :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans le mois à partir de la notification de cette décision. Le recours contentieux doit être introduit auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication, en vertu de l'article R.421-5 du Code de la justice Administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

